

Zeitschrift: Schweizer Film = Film Suisse : offizielles Organ des Schweiz. Lichtspieltheater-Verbandes, deutsche und italienische Schweiz

Herausgeber: Schweizer Film

Band: - (1934-1935)

Heft: 4

Artikel: Wir müssen Abhilfe schaffen

Autor: Stöhr, Max

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-733152>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizer



FILM Suisse

OFFIZIELLES ORGAN DES SCHWEIZ. LICHTSPIELTHEATER-
VERBANDES, DEUTSCHE UND ITALIENISCHE SCHWEIZRÉDACTRICE EN CHEF
Eva ELIE

DIRECTEUR : Jean HENNARD

Redaktionelle Mitarbeit :
Sekretariat des S.L.V.

N° 4

DIRECTION,
RÉDACTION,
ADMINISTRATION :TERREAUX 27
LAUSANNE

TÉLÉPHONE 24.480

Abonnement : 1 an, 6 Fr.
Chèque post. 11 3673

L'enquête continue

Après l'opinion des directeurs de cinémas genevois, ne fallait-il pas connaître également l'avis de ceux qui hantent leurs salles et les font vivre, soit les *spectateurs payants* ?

Faute de les pouvoir tous interroger — quelques milliers que se partagent chaque jour, et chaque soir, nos dix-neuf salles de cinéma ! — j'ai tenu à m'adresser à des personnes représentant des milieux divers. Fait à noter, le spectateur de condition moyenne ne se montre pas le moins apte à juger de la qualité d'un spectacle — à protester. Car on critique le cinéma — ne nous illusionnons pas — tout en l'aimant, et peut-être bien à cause de cela. Qui aime bien...

— Je ne comprends pas, me dit cette libraire aux goûts éclectiques (*Moulin rouge*, film muet, et *Jean de la Lune*, film sonore, ne retiennent-ils pas ses préférences ?), qu'à grand renfort de tapageuse publicité, on nous... soutire — fichtre ! elle ne mâche pas ses mots, la librairie ! — de l'argent pour nous montrer d'ineptes et indigestes histoires, alors qu'il existe des films proprement délicieux ?

Il y a dans le ton de mon interviewée, quelque vague rancune, réminiscences — rares, espérons-le — de « navets » mal digérés.

Enfin, m'interroge-t-elle à son tour, n'expliquez-vous comment il se fait qu'un petit cinéma de quartier (pourquoi ne pas nommer le *Mondez* ?) présente à sa clientèle des œuvres comme *Marius*, *Fanny*, d'autres de semblable valeur, alors que X (ne causons de peine à personne) vient de me gâcher une soirée ? Des films comme ***, c'est à vous dégoûter à jamais du cinéma !

Et voilà une opinion fort nette, exprimée sans ambages et dans laquelle n'entre point — et pour cause ! — les difficultés et les nécessités multiples de l'exploitation que je tente de lui expliquer.

Ma cinéphile — car elle... adore le cinéma, ne nous y trompons point — renseignée sur le mystère des films que j'appelle « fins de série », mais de première semaine néanmoins, ajoute :

— On se moque pas mal des films en première ou en dernière semaine, dans notre quartier. Ce qui importe : de la marchandise qui corresponde à nos gros sous, lesquels ne sont pas de la fausse monnaie, que je sache !

— C'est-à-dire...
— De bons films, et non de la camelote !
Qui oserait prétendre qu'elle a tort ?

...Et voici la ville haute, refuge — naturellement — de la... haute société, autrement dit encore celle qui regarde... de haut la vie, les êtres, les choses et le cinéma. Ambiance glaciale, maisons austères... De ma gorge frigorifiée, la question sortira-t-elle jamais ?

— Aimez-vous le cinéma ?
— Ça y est, elle est sortie. Enregistrons :
— Quelle horreur ! me répond cette authentique Genevoise (authentique... à cette seule exclamation, je l'eusse deviné).

— Nul film ne vous séduisit-il jamais, madame ?

¹ Voir le numéro 2, du 15 mars.

Une hésitation, puis : « Si, les films de voyage ».

— Ah ! Et lesquels particulièrement ?
— Une pause. Enfin, gênée : « Vous avouerez que je n'en ai vu aucun ? Mais, ajoutet-elle, j'aimerais ce genre ».

Elle aimerait... Ce conditionnel se passe de commentaires. Sinon que, dans notre ville à l'esprit international, mais petite ville de province par certains côtés, il existe des personnes de qualité, instruites, acquies aux beaux-arts — sauf à celui du cinéma — et qui, franchissant le seuil d'une salle de cinéma, se croiraient en grand danger de perdition. (M'est-il permis de rappeler que *Ciné*, par sa présentation artistique, visait à faire connaître, apprécier, aimer ! les belles productions et à conquérir, par ses images et son texte, une classe imbuée de préjugés — sauf quelques exceptions ! — à l'égard des spectacles cinématographiques.)

Ce poète, très avancé d'âge, coupe court à mes louanges dithyrambiques de l'art qui nous occupe : « Je préfère le théâtre. Pourquoi ?... Souvenirs de ma jeunesse, des cotilles, des loges d'artistes, celles-ci potelées... pas les loges, les artistes ! tandis que vos « étoiles » ? des ombres lumineuses, autant que fugitives — et malgres ! — et qui habitent, je vous le demande un peu, l'Amérique !... »

Ainsi parla Zarathoustra, pardon... le poète, bien enclin encore, semble-t-il — fi ! pour un poète — aux réalités tangibles.

Je rencontrais alors un de mes bons amis, à moustaches (qu'importe leur couleur), à l'œil vif, aux idées claires.

— Ce que je pense des goûts du public pour les différents genres de films qu'on lui présente ? Mon opinion est celle d'un profane, qui aime le cinéma, non point en critique, mais pour le délasserment facile qu'il lui procure. Eh bien, je crois que les préférences du public vont en tout premier lieu aux films d'action et aux œuvres dramatiques. Le public aime les émotions fortes qui le secouent, le projettent hors du monotone trantran quotidien. Tendance moderne et d'après-guerre... Je n'aurais garde, sans doute, d'omettre aussi le « théâtre filmé » — si sottement honni par des esprits soi-disant forts — et la comédie légère, un rien capiteuse, ces deux genres méritant le succès qu'ils remportent. Le documentaire ? Je le vois comme complément de programme — non pour fournir un spectacle complet — donc court, bon, instructif ! Quant au vaudeville, avec ses grosses « ficelles », ce genre ne peut plaire qu'à un certain public, toujours le même et qui, lui aussi, finira bien par se lasser de ces œuvres, la plupart du temps bâclées, aux outrances acceptables sur une scène, mais impossibles à l'écran.

En conclusion : Il faut savoir choisir son spectacle !

Evidemment, et tous les « connaisseurs » pratiquent déjà ce système qui ne peut aboutir qu'à un excellent résultat : l'amélioration des programmes et l'élévation du niveau du cinéma.

Eva ELIE.

Wir müssen Abhilfe schaffen

In Schweizer-Filmkreisen herrscht Unruhe.

Rege Tätigkeit in den Verbänden und Kommissionen.

Die Sekretariate der Fachverbände sind mit Arbeit überhäuft.

Generalversammlungen wurden abgehalten, die Tantième-Frage musste gelöst und unter Dach gebracht werden. Die Verleiher arbeiten an der Reorganisation ihres Verbandes und bereiten neue Filmeinkaufsverträge und einen neuen Filmvermietvertrag vor.

Alles Bilder der Zeit.

Der Artikel « Halt, nun ist es genug » im « Schweizer Film Suisse » vom 1. März 1934 wurde in Fachkreisen viel besprochen und auch in der Presse erwähnt. Besonders die « Neue Zürcher Zeitung » befasste sich damit eingehend. Der bekannte Redaktor, Kunst- und Filmkritiker At. weist in seiner Ausführung darauf hin, dass der sogenannte Filmblindeinkauf nicht nur eine interne Sache sei, die den Verleiher und Theaterbesitzer betreffe, sondern von allgemeinem Interesse, da er ja die Programmgestaltung in den Kinos berührt. Bedauerlicherweise ging der Deutsche Filmkurier darüber hinweg und schrieb nur, dass ich mich gegen das Blindbuchen wende. Dies ist in gewisser Beziehung richtig, doch nicht der Kern der Sache. Ich betonte ausdrücklich, dass der Blind-einkauf nicht zu umgehen sei, die Kaufverträge doch anders gemacht werden müssten, als dies bis dato der Fall war. Das Vertragsrücktrittsrecht müsse uns zustehen wenn wir beim Einkauf irre geführt wurden.

Es werden uns heute noch beim Filmeinkauf oft Angaben und Anpreisungen gemacht, die nicht nur falsch sind, sondern sogar an Betrug grenzen. Das « grosse Geschäft », d. h. einen Gewinn kann natürlich niemand garantieren, wie wir dies dem Theaterbesitzer vis-à-vis auch nicht können. Dagegen dürfen und müssen wir verlangen, dass die Filmverkaufsofferte absolut den Tatsachen entspricht.

Zwei dementsprechende, sozusagen Hand in Hand greifende Artikel finden wir in der « Neuen Schweiz » und im « Filmkurier ».

« Mehr Lauterkeit im Geschäftsleben » betitelt sich die erste Abhandlung, in der es unter anderem heisst : Ein Fabrikant wird zum Abschluss einer Lieferung gedrängt, indem der Abnehmer ihm in betrügerischer Art vorspiegelt, ein Konkurrent habe billiger offeriert. Ein deutsches Gericht hat darauf den Entscheid gefällt, dass solche Lieferverträge, da auf arglistiger Täuschung beruhend, ungültig seien. Da die Lieferung bereits erfolgt war, könne der Fabrikant vom Kunden Schadenersatz verlangen wegen ungerechtfertigter Bereicherung.

Im « Filmkurier » vom 2. März d. J. schreibt Herr Dr. jur. H. Culemann : « Es ist an und für sich Aufgabe einer jeden Werbung, die Vorteile der eigenen Leistung hervorzuheben. Unter den Richtlinien des neuen Werbesetzes und in Anpassung an das Gebot der Reklamewahrheit darf diese Hervorhebung jedoch nur eine solche sein, die mit der objektiven Sachlage wirklich übereinstimmt. Daraus folgt, dass jede Werbung unzulässig ist, die übertrieben, marktschreierisch ist oder in ihrem Ausdruck irreführend. Der Standpunkt, den das Reichsgericht früher einnahm, ist heute überholt. Das Reichsgericht hat sich selbst unter dem Einfluss der Bereinigungsbestrebungen auf dem Gebiete des gesamten Werbewesens von dieser Rechtsauffassung losgesagt und in einem Urteil vom 28. Sept. 1933 hervorgehoben, dass die Gestaltung der Wer-

bung trotz der Zulässigkeit vom Blickfang, Ueberraschung, Witz, Anregung und geistreicher Phantasie keine Täuschung über die geschäftlichen Leistungen des Anpreisenden hervorrufen darf. Wenn z. B. ein Filmunternehmen in einem Inserat auf einen bestimmten Film mit dem Bemerken hinweist, dass dieser Film « der beste des Jahres ist » oder « der schönste aus der Produktion der X...-Gesellschaft », so muss es gegebenen Falles beweisen können, dass eine solche Ankündigung in jeder Weise mit der objektiven Sachlage übereinstimmt. Das Publikum darf unter dem Prinzip der heutigen Reklamewahrheit nicht irreführt werden. »

Dürfen wir in der Schweiz nicht ebenfalls Gleiches verlangen ?

Wenn wir nun schon die Katze im Sack kaufen müssen, dann sage man uns nicht, dass dieselbe weiss, jung und schön ist, wenn sie in Wirklichkeit schwarz ist und vorn und hinten hinkt.

Führen wir darüber Beschwerde, so heisst es dann ungefähr so :

Ein Lizenznehmer, der einen Film vor Besichtigung, also blind kauft, trägt ein gewisses Risiko, welches nun einmal bei der ganzen Art der deutschen und der internationalen Filmindustrie nicht zu vermeiden ist. Hat er einen Kaufvertrag abgeschlossen, dann ist er verpflichtet, ihn zu erfüllen und er hat niemals den sogenannten Qualitätseinwand. Es ist dabei völlig unerheblich, ob der Lizenzgeber oder dessen Vertreter nach Abschluss des Vertrages die eigene Ware preist. Sind schon nach ständiger Judikatur die üblichen Anpreisungen vor Abschluss des Vertrages in der Regel unerheblich, so spielen nachträgliche Anpreisungen überhaupt keine Rolle.

Ist eine derartige Auslegung des Rechts nicht Hohn ?

Zu Zeiten des stummen Films gingen so der Kinematographie der Schweiz jährlich tausende von Franken verloren. Heute beim Tonfilm sind es riesige Summen. Dem muss Einhalt geboten werden.

Wenn dies nicht schon geschah, ist es nur darauf zurückzuführen, dass jeder gegen jeden ist und dass die einzelnen Verbandsgruppen nicht zusammenhalten. Sie zerfallen immer, sobald eine Stellungnahme in einer wichtigen Angelegenheit verlangt wird.

Vertreter von Verleihfirmen sagen, sie sehen es lieber, wenn ihre Häuser für grosse Filme auch grosse Preise anlegen, als billige Produktionen einzukaufen. Binsenwahrheit, derselben fehlt doch die notwendige Voraussetzung. Die wirklich guten Filme müssen gesucht und gefunden werden. Dabei geht das viele Geld verloren. Jeder glaubt, wenn er einen Film zu grossen Preisen erwirbt, den guten Film gekauft zu haben, erhält doch nur zu oft für teures Geld eine Durchschnitts- oder schlechte Produktion. Ich erinnere nur an die Zusicherungen, die man uns vor ca. einem Jahr gab in punkto deutschsprachigen, in der Tschechoslowakei, Ungarn, Oesterreich und Italien herzustellenden Filme. Auf den Kopf werden wir stehen, hiess es... na ja, auf denselben sind wir zwar nicht gestanden, dafür... Schwamm drüber. Da ein Filmverleih, um existieren zu können, mehrere Filme erwerben muss, ein Grossverleih mindestens an die 15-20 Neu-Erscheinungen pro anno, ergibt sich von selbst, dass auf Grund dieses vergalteten und verwerflichen Einkaufssystems der Gewinn, der mit dem einen oder andern Film erzielt wurde, wieder und sogar oft doppelt zugelegt werden muss.

Nicht das Vabanque-Spiel der Blindwerbung teurer Filme ist das richtige,

Association des Loueurs de Films en Suisse

Nouveau membre de l'A.C.S.R.

Le Pont (Vaud) : Cinéma de la grande salle. Dir. : M. A. Wargelin, Le Pont, resp. M. Jaekle (Lausanne).

Mutations

Genève : Le Cinéma Palace a été repris par la S. A. D. E. G. Dir. M. Rob. Barbey. — Nyon : Cinéma Central a été repris par Mme Combe, chemin Voiron, Petit-Lancy, Genève.

Le Cinéma Ad Astra, à Dubendorf a été repris par M. P. Schaad. — Rheineck : Tonkine Gruenau a été repris par M. E. Goldinger.

Locarno : Le locataire de la Birreria Nazionale, M. Maffioret, n'a plus renouvelé le contrat avec la dite société à partir du 1er mars 1934.

Neue Mieter

Genf : Das Kino Palace wurde von der Akt. G. D. E. G. übernommen. Dir. Rob. Barbey. — Nyon : Das Kino Central wurde von Fr. Combe übernommen. Adr. Chemin Voiron, Petit-Lancy, Genf.

Herr P. Schaad übernimmt von Wullimann das Kino Ad Astra in Dubendorf. Herr E. Goldinger betreibt das Tonkine Gruenau in Rheineck.

Locarno : Herr Maffioret meldet, dass er ab 1. März 1934 das Kino Birreria Nazionale nicht mehr weiter mieten werde. Sein Nachfolger ist noch nicht bekannt.

sondern einzig und allein die weise Vorsicht beim Einkauf. Beispiel und Vorbild geben uns hierin die skandinavischen Länder und Holland. Trotzdem kommt auch dort der Produzent nicht zu kurz, denn ungeachtet der geringen Garantie, die die Einkäufer dieser Länder für einen guten Film bezahlen, erhält er vom Verleiher, wenn der Film wirklich gut ist, seinen prozentualen Anteil aus den Einnahmen.

Die Generalversammlung des Schweizerischen Lichtspieltheaterverbandes fasste die Resolution: Verwerfung der Minimalpreissetzung für Tonfilmprogramme durch die Verleiher.

Begründung: Schlechter Geschäftsgang und Unstichhaltigkeit der durch die Verleiher angeführten Argumente.

Ersteres kann leider nicht bezweifelt werden, doch tragen so viele Umstände daran schuld, dass es zu weit führen würde, hierauf in Details einzutreten. Es sei mir dazu immerhin ein offenes Wort gestattet:

Sondieren wir die verschiedenen Beweggründe, so ergibt sich das Bild, dass an dem schlechten Geschäftsgang verschiedener Etablissements nicht allein der Film als solcher bzw. der Filmmietpreis, eventuelle Kinomüdigkeit und die Krise daran schuld sind, sondern in vielen Fällen und an erster Stelle der Kinobesitzer selbst.

Ein Beispiel, das gleichzeitig eine Warnung sein soll für alle diejenigen, die noch immer darauf tendieren, neue Kinos zu bauen. Wir haben in den Städten sowie auf dem Lande schon mehr als genug.

Herr A, Bürger und Geschäftsmann von U, der einige Male bei Regenwetter in Zürich an einem Sonntag die Vorstellung eines Grosskinos besuchte, findet, dass es für ihn nur mehr «ein Geschäft» geben kann — Kino. In seiner Gemeinde von einigen tausend Seelen gibt es ja keines und erspartes Geld ist da. Die Frau meint zwar, er soll vorher Erkundigungen bei Fachleuten einholen. — Er findet dies doch unnötig, denn wer Augen hat kann ja sehen, wie voll die Kinos sind und dass dieselben ja «Geld wie Heu verdienen» müssen. Eine gänzlich irrige Auffassung!

Statt sich nun an die richtige Quelle zu wenden, geht er sofort zu einem Architekten. Pläne werden ausgearbeitet. Baukostenvoranschlag ca. Fr. 300.000.— für ein Wohnhaus mit Kino wird vorgelegt. Es wird gebaut und als das Objekt fertig ist, kommt die erste Enttäuschung, nämlich, dass die Entstehungskosten nicht Fr. 300.000.— betragen, sondern ca. Fr. 380.000.—. Weiter stellt sich heraus, dass man zwar die Bau- und Installationskosten des Kinos berechnete, doch dabei vergessen hatte, dass auch ein Kino laufende Spesen hat. Vergessen wurde auch, dass

die Gemeinde nur einige tausend Einwohner hat, von denen nur ein gewisser Prozentsatz das Kino besucht. Die verschiedenen Vereinsanlässe, der Sport und das schöne Wetter wurden überhaupt nicht in Berücksichtigung gezogen.

Man steht nun vor der Tatsache, dass es zwecklos ist, wöchentlich mehr als wie 5-6 Vorstellungen zu geben. Man hatte sich die Führung und den Betrieb eines Kinos anders vorgestellt. Jetzt wird gerechnet:

Wöchentliche Spesen:	
Kino-Miete (Kapitalzins)	ca. Fr. 300.—
Patent	> 20.—
Reklame	> 60.—
Strom	> 20.—
Heizung	> 20.—
Porti, Diverses	> 20.—
Löhne	> 90.—
Verschiedenes, wie Wasserzins, Liegenschaftsteuer usw.	> 20.—
Summa summarum ca. Fr. 550.—	

Diese Auslagen sind den Einnahmen gegenüber viel zu hoch. Es muss gespart werden. Aber wo? Zinsen, Steuern, Strom, Löhne usw. müssen bezahlt werden. Das Reklamebudget kann man nicht verringern, denn es ist an und für sich schon sehr gering. Es bleibt also nur noch die Filmmiete, die ja oben so noch nicht einkalkuliert wurde.

Ähnliche Fälle, so wie auch solche anderer Natur, gibt es viele. Trotzdem heisst es, wenn ein Unternehmen nicht rentiert, die Filmmieten sind zu hoch, die Verleiher sind schuld.

Dass der Verleiher doch gewissermassen der Bankier aller ist, er die Filme und Filmkopien teuer kaufen und im Vorhinein bezahlen muss,

dass viele Theaterbesitzer das Film- und Reklamematerial, das ihnen leihweise zur Verfügung gestellt wird, oft behandeln, als wie wenn es überhaupt keinen Wert besässe,

dass es noch viele Theaterbesitzer gibt, die ihre Filmrechnungen an den Verleiher bezahlen, wann es ihnen beliebt, trotzdem sie mit und durch den Film bares Geld einnehmen,

dass es auch heute noch eine grosse Anzahl Kinobesitzer gibt, die sich des Teufels um ihre Verträge mit den Verleihhäusern scheren und so denselben Unkosten auf Unkosten aufbürden,

dass die Kinotheater in den Städten auf Grund der Krise nicht mehr die Filmmieten aufbringen wie früher, und eine Filmkopie, ganz abgesehen von der teuren Lizenz, ca. Fr. 1500.— und mehr kostet,

sollen alles keine Argumente sein, wie der Herr Referent in der Generalversammlung des Lichtspieltheaterverbandes vorbrachte.

Ich bin der Ansicht, und stehe dafür ein, dass unbedingt eine Aenderung im

Einkaufssystem eintreten muss und uns dadurch die Möglichkeit geboten wird, die Filmmietgarantien dem Geschäftsgang anzupassen. Auf den prozentualen Anteil dagegen, den uns die Gross- und Kleinkinos aus ihren Bruttoeinnahmen abzuführen haben, können wir nicht verzichten. Ich muss immer wieder darauf zurückkommen und wiederholen, dass die Filmherstellung nicht nur enorme Mühen, sondern auch sehr viel Geld kostet.

Nur auf Grund der Filme ist der Betrieb eines Lichtspieltheaters möglich. Man gebe deshalb dem Verleiher und dadurch dem Produzenten ihren ehrlich abgerechneten Prozent-Anteil. Letzterer wird dann zur Einsicht kommen, dass auf den Blindverkauf und ein event. Spekulationsgeschäft kein Verlass mehr ist, sondern nur auf den wirklichen Qualitätsfilm, den er macht.

Nur engste und einsichtsvolle Zusammenarbeit der drei Gruppen, Produzent, Verleiher und Theaterbesitzer, bringt uns erfolgreich vorwärts.

Max STÖHR.

Direktor der Interna Tonfilm A.-G., Zürich.

Neues Projekt

Zu einem Gesetz über die Erhebung einer Billetsteuer im Kanton Zürich

Erstmals wurde die Besteuerung öffentlicher Veranstaltungen des Vergnügens, des Luxus usw. schon im Jahre 1917 im Kantonsrat durch eine Motion angeregt. Im Jahre 1920 reichte der Stadtrat von Zürich dem Kantonsrat ein Initiativvorgehen ein für die Ermächtigung zur Einführung solcher Steuern in den einzelnen politischen Gemeinden selbst. Schon damals hatte die Regierung mit Finanzknappheit zu kämpfen und glaubte, der Moment für die Erfassung des Vergnügens und des Luxus sei günstig. Dennoch unterlag das dem Volk präsentierte Gesetz im Jahre 1922; mit rund 70.000 gegen 43.000 Stimmen entschied der Souverän, von einem solchen Gesetz nichts wissen zu wollen.

Im September 1926 fand eine christlich-soziale Motion Baumgartner auf Schaffung einer Billetsteuer zu Gunsten der Stiftung für das Alter vor dem Kantonsrat keine Gnade, sie wurde Ende November 1926 mit 81 gegen 37 Stimmen abgelehnt. Aber trotz diesen Misserfolgen wurde im März 1927 von Gassmann (chr.-soz.) ein Postulat dem Zürcher Kantonsrat eingebracht, das die Regierung eingeladen hat, die Frage zu prüfen, ob nicht eine Billetsteuer einzuführen sei. Trotz der damaligen Opposition der Sozialdemokraten, einer Anzahl Freisinniger, wurde das Postulat mit 80 gegen 52 Stimmen angenommen. Die Sache ist dann von der Regierung an die Finanzdirektion zur Begutachtung und Vorbereitung eines Berichtes überwiesen worden.

Anlässlich der Tagung der freisinnigen Fraktion des Zürcher Kantonsrates vom 17. November 1930 hat diese die Anregung zur Einführung einer Billetsteuer wiederum aufgenommen und zwar sollten die Erträge der Altersversicherung zugeführt werden. Ende Oktober 1931 hat der Regierungsrat des Kantons Zürich dem Kantonsrat ein neues Gesetz zur Erhebung einer Billetsteuer zur Behandlung überwiesen. Durch die

Uneinigkeiten der verschiedenen Parteifaktionen ist die Vorlage verschoben worden.

Das neue Gesetz, das gegenwärtig beim Kantonsrat zur Behandlung steht, sieht folgende Besteuerung von Veranstaltungen vor: Theater, Variété, und kinematographische Vorstellungen, Rezitationen, Vorträge, Konzerte und andere musikalische oder ähnliche Darbietungen; Zirkusvorstellungen, Aufführungen und Schaustellungen, Tanzaufführungen, Masken- und Kostümfeste, Bälle, Spiele, sportliche Veranstaltungen, Wettkämpfe, Rennen und ähnliche Unternehmungen. Sodann Ausstellungen und sogar Veranstaltungen mit mechanischen Musikinstrumenten. Von der Billetsteuer sind ausgenommen: Veranstaltungen des Bundes, des Kantons und der Gemeinden, sowie ihre Institute (Kirche, Schule, Anstalten u. dgl.); Veranstaltungen des staatlichen Unterrichts; Gemeinnützige, wohltätige und religiöse, künstlerische oder wissenschaftliche Veranstaltungen, sofern der Reinertrag ausschliesslich für diese Zwecke verwendet wird.

Die Steuer soll vom Besucher als Zuschlag zum Eintrittsgeld bezogen werden. Wo keine Eintrittskarten ausgegeben werden, sondern das Entgelt für die Veranstaltung durch Sammlung bei den Besuchern, durch Aufstellen von Sammelbüchern oder durch Erhöhung der üblichen Verkaufspreise auf Getränken oder Speisen erhoben wird, hat der Unternehmer der Veranstaltung an Stelle der Besucher einen Pauschalbetrag als Steuer zu bezahlen.

Der Steueransatz beträgt bei einem Eintrittsgeld bis Fr. 1.— 10 Rp. (das macht bei einem Eintrittsgeld von 50 Rp. rund 20 %). Für jeden weiteren angefangenen halben Franken weitere 5 Rp. Abonnements-, Dauer-, Familienkarten u. dgl. sind ebenfalls der Steuerabgabe unterworfen.

Ein ganz omiser Satz der Vorlage lautet: «Der Bezug der Kartensteuer schliesst die gleichzeitige Erhebung einer Pauschalsteuer nicht aus. Ausserdem sind Pauschalsteuern vorgesehen für einmalige oder mehrmalige Veranstaltungen von mindestens Fr. 3.— bis 5.—. Für Veranstaltungen mit mechanischen Musik- und Sprechinstrumenten ist eine jährliche Pauschalsteuer von Fr. 3.— bis 500.— vorgesehen.

Hoffen wir, dass das Volk auf diese neue indirekte Steuer die richtige Antwort erteilen wird, wie dies auch im Jahre 1922 geschehen ist.

Schweizer. Verkehrskongress Bern

25.-27. Mai 1934

Wie letztes Jahr, ist das Komitee des Schweiz. Verkehrskongresses, zu dessen Initiatoren die Schweiz. Verkehrszentrale, die Bundesbahnen, der Schweiz. Fremdenverkehrsverband usw. gehören, wiederum mit einem Gesuch an unsern Verband gelangt, die Theaterbesitzer möchten auch anlässlich des diesjährigen Kongresses ihre Unterstützung nicht versagen. Der Vorstand hat denn auch in seiner letzten Sitzung beschlossen, die Mitglieder zu ersuchen, die Bestrebungen des Verkehrskongresses durch Vorführung von Schweizer-Filmen, sowie durch die Projektion von Diapositiven mit Dialog, welche letztere auch schöne Landschaften aus der Schweiz zeigen werden, zu unterstützen. Die Propaganda, welche die Lichtspieltheater in diesem Falle für die Schweiz zu machen in der Lage sind, kann indirekt auch zu ihrem eigenen Nutzen dienen, denn wenn der Schweiz. Fremdenverkehr eine Belebung erfährt, so profitieren dadurch alle Gewerbe in der Schweiz.

Le Signe de la Croix

CECIL B. DE MILLE prépare pour PARAMOUNT

Cléopâtre

CE SERA LE CLOU DE LA SAISON PROCHAINE



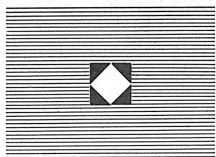
CE SERA LE CLOU DE LA SAISON PROCHAINE

Demnächst Uraufführung des besten
Gustav FRÖHLICH
Films

Rakoczy-Marsch

mit Camilla HORN

• Zu diesem Film komponierte Paul Abraham eine bezaubernde Musik. Die Stadt Budapest und die wunderbare ungarische Puszta, wo die Aussenahmen gedreht wurden, geben diesem Film den einzigartigen Rahmen.



Dieser Film erscheint im Verleih der

ETNA-FILM C^o

A. G. LUZERN

Das

MAGDA SCHNEIDER

musikalische
Lustspiel

Ein Mädel wirbelt durch die Welt

ist bereits in Bern
mit sehr gutem
Erfolg angelaufen

INTERNA TONFILM VERTRIEBS A. G.

Stauffacherstrasse 41, ZÜRICH 4



LA FOIRE AUX ILLUSIONS

Réalisation de Henry KING, avec Janet Gaynor, Will Rogers, Sally Eilers.

L'AMAZONE ET SON MARI

Production de Jesse L. LASKY, avec Elissa Landi.

RAVISEURS

Réalisation de Irving CUMMINGS, avec Spencer Tracy.

HOUP-LA !

Réalisation de Frank LLOYD, avec Clara Bow.

LA 40 CV DU ROI

Réalisation de John BLYSTONE, avec Lilian Harvey.

GARDE-MOI PRÈS DE TOI

Réalisation de David BUTLER, avec Sally Eilers, James Dunn.

Tous ces films sont dialogués français. — Enregistrement „Western Electric“